



Rapport sur les objectifs de développement durable pour la sous-région de l'Afrique de l'Est

Messages clefs

Rapport sur les objectifs de développement durable pour la sous-région de l'Afrique de l'Est

Messages clefs



Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique



Union africaine



Banque africaine de
développement

A. Introduction

1. L'un des principaux engagements pris à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20) a été l'impérieuse nécessité de procéder à l'élaboration d'objectifs de développement durable, du fait de leur utilité potentielle à la prise de mesures ciblées et cohérentes correspondantes aux plans mondial, régional, national et local. Les participants se sont également accordés sur le fait que ces objectifs devraient être compatibles avec le programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015 et y être intégrés.
2. Comme suite à la Conférence Rio+20, la Commission économique pour l'Afrique (CEA), en collaboration avec la Commission de l'Union africaine (CUA), la Banque africaine de développement (BAD) et le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, a organisé en novembre 2012, à Addis-Abeba, la Réunion régionale d'application de l'Afrique afin d'examiner les principales conclusions qui en sont ressorties et leurs implications pour le continent. Les participants ont souligné la nécessité de disposer d'un mécanisme de consultation efficace, participatif et représentatif pour étoffer les buts, les cibles et les indicateurs appelés à sous-tendre les objectifs en question.
3. En outre, la Commission économique pour l'Afrique, la Commission de l'Union africaine, la Banque africaine de développement et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ont organisé conjointement des consultations sous-régionales et régionales portant sur le programme de développement pour l'après-2015 en Afrique. La consultation régionale de Hammamet a notamment eu pour objet de déterminer les priorités de l'Afrique pour le programme de développement pour l'après-2015, d'identifier les facilitateurs et les facteurs critiques de succès de ce programme et d'aligner les priorités de l'après-2015 sur les autres programmes et priorités de développement, dont Rio+20 et le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique. Les participants ont adopté un document final dans lequel il a été convenu que le programme de développement pour l'après-2015 engloberait les résultats de la Conférence Rio+20 et des initiatives prises à l'échelle de l'Afrique, ainsi que les textes issus des consultations nationales et régionales et des forums des Nations Unies.
4. C'est dans ce contexte que le présent rapport sur les objectifs de développement durable pour la sous-région de l'Afrique de l'Est a été élaboré. Il fait partie d'une série de cinq rapports sous-régionaux censés éclairer l'engagement des pays africains dans le processus mondial d'élaboration des objectifs de développement durable et les aider à veiller à ce que les objectifs convenus concordent avec les priorités du continent. Le présent rapport ainsi que ceux concernant les quatre autres sous-régions constitueront la base d'un rapport de synthèse de la région Afrique sur les objectifs de développement durable. Tous les cinq rapports sous-régionaux ont été présentés à la Réunion régionale africaine de consultation sur les objectifs de développement durable organisée du 31 octobre au 5 novembre 2013 par la Commission économique pour l'Afrique, la Commission de l'Union africaine et la Banque africaine de développement. Les participants ont adopté un document final censé servir de contribution technique à l'examen du Comité de haut niveau sur le Programme de développement pour l'après-2015. On trouvera dans les paragraphes ci-après les messages clés.

B. Principales questions liées au développement durable et priorités pour la sous-région de l'Afrique de l'Est

Développement humain

5. Si les pays d'Afrique de l'Est ont enregistré une croissance économique remarquable ces dernières années – la croissance s'établissant autour de 5 % entre 2010 et 2012 – elle ne s'est pas traduite par un niveau de développement humain comparable ou une amélioration des revenus par habitant. En 2012, presque tous les pays de la sous-région, exception faite des Seychelles, avaient peu progressé sur

l'indice de développement humain, enregistrant des scores compris entre 0,316 et 0,773. Un nombre d'obstacles économiques, sociaux et environnementaux devrait être surmonté pour réaliser le développement durable dans la sous-région.

Agriculture

6. La sous-région est fortement tributaire de l'agriculture, la part du secteur dans le produit intérieur brut excédant 25 % dans la majorité des pays, et s'établissant à près de 40 % dans un certain nombre. Elle constitue également la principale source de revenus pour plus de 70 % de la population, majoritairement dans les zones rurales. L'amélioration des résultats du secteur est par conséquent cruciale pour la réalisation du développement durable. Il faudra améliorer la productivité agricole, car elle est essentielle pour l'accélération de la croissance économique et la réalisation des objectifs de développement du millénaire concernant la réduction de la pauvreté et de la faim. Si des progrès ont été enregistrés dans l'adoption des pratiques agricoles durables, notamment l'introduction d'innovations et l'application des technologies, davantage d'effort s'impose pour accroître la productivité et encourager la création de valeur ajoutée.

Emploi

7. La création d'emplois et la répartition plus équitable des richesses demeurent un problème majeur pour la plupart des pays d'Afrique de l'Est. On observe des tendances contrastées concernant la répartition des revenus, du fait de la limitation des possibilités de création d'emplois, particulièrement pour les jeunes. Il existe également des disparités importantes au niveau de l'emploi et des revenus entre les différents pays de la sous-région, entre les deux sexes, entre les groupes d'âge et d'autres catégories. Cela dit, des progrès importants ont été réalisés dans l'élimination de ces disparités, particulièrement en ce qui concerne l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes.

Éducation

8. Les pays d'Afrique de l'Est ont enregistré des progrès dans le développement des ressources humaines, qui s'avèrent essentiels pour relever les défis qui se posent à la sous-région et mettre à profit les possibilités de création de richesses et d'autosuffisance sociale. Quoique la situation varie d'un pays à l'autre, on note des améliorations majeures dans le secteur de l'éducation en Afrique de l'Est, notamment une hausse des taux de scolarisation et d'inscription ainsi que d'achèvement des cycles primaire et secondaire, des taux d'inscription au niveau universitaire, des taux d'alphabétisation des adultes et l'amélioration de l'égalité entre les sexes. La qualité de l'éducation et de l'alphabétisation des adultes reste cependant un sujet de préoccupation. Les pays devraient adopter des politiques appropriées pour rationaliser le secteur de l'éducation et doter la population de compétences requises pour la transformation aux fins de progresser vers la durabilité.

Énergie

9. Assurer le développement durable de l'énergie et l'accès aux sources d'énergies renouvelables abordables, propres, fiables et sans risque continue d'être un défi majeur. Bien que la sous-région dispose d'un potentiel considérable en ce qui concerne les sources d'énergie tant renouvelables que non renouvelables, elles restent encore inexploitées en raison du faible niveau de l'investissement aussi bien intérieur qu'étranger et de l'adoption et de la mise en œuvre de politiques peu adéquates pour promouvoir le développement de l'énergie. Il s'ensuit que l'Afrique de l'Est reste un importateur net de pétrole et de gaz. La sous-région pourrait cependant devenir un centre énergétique si l'on améliore l'exploitation des ressources naturelles et introduit des technologies à haut rendement énergétique.

Santé

10. Les problèmes de santé, notamment les maladies et les taux de mortalité infantile et maternelle, restent une préoccupation majeure en Afrique de l'Est. Des progrès importants, quoique lents, ont été enregistrés dans la réduction de la mortalité infantile et maternelle, dont l'ampleur continue de poser un défi à plusieurs pays. De même, des progrès remarquables ont été réalisés dans la lutte contre le VIH/sida, mais davantage d'effort s'impose. Dans certains pays, des programmes tels que les plans d'assurance maladie ont permis d'atténuer les questions de santé, mais la prévalence des maladies non transmissibles reste forte.

Environnement

11. Au plan environnemental, la sous-région fait face à des défis liés au changement climatique, à la dégradation des terres, à la déforestation et à la pollution. Des efforts ont été déployés pour élaborer et promouvoir des cadres stratégiques plus respectueux de l'environnement visant à relever des défis environnementaux spécifiques, mais beaucoup reste à faire pour dissocier la transformation économique et sociale de la dégradation de l'environnement. Davantage de financement pour l'environnement devrait être mobilisé et alloué aux objectifs en matière environnementale, notamment l'adaptation aux effets du changement climatique et leur atténuation.

Paix et sécurité

12. Le maintien de la stabilité dans la sous-région par la consolidation de la paix et la sécurité entre les pays est crucial pour assurer le développement durable. Les pays d'Afrique de l'Est continuent de connaître l'insécurité, ce qui entrave la productivité des populations, l'exploitation durable des richesses en ressources naturelles et les progrès réguliers vers le développement durable. Pour lutter contre l'insécurité et consolider la paix, les pays devraient s'attaquer aux questions liées à la traite des êtres humains, au trafic de drogues illicites et à la piraterie et promouvoir la bonne gouvernance, la primauté du droit et la démocratie.

Financement du développement durable

13. Le financement du développement durable dans la sous-région de l'Afrique de l'Est continue de poser un défi, en dépit de la hausse considérable des niveaux de financement. On assiste à un recours accru aux ressources intérieures, mais davantage d'effort s'avère nécessaire pour soutenir cette tendance, notamment en promouvant l'investissement local et étranger direct par la prise de politiques appropriées et en s'attaquant aux questions de gouvernance et de sécurité. En complément des ressources extérieures, telles que l'investissement direct étranger et l'aide publique au développement, il faudra déployer des ressources intérieures pour mettre en œuvre les initiatives de développement durable.

C. Objectifs de développement durable pour la sous-région de l'Afrique de l'Est

14. Sept objectifs de développement durable et les cibles correspondantes, tenant compte des priorités de développement de l'Afrique de l'Est, ont été proposés en vue de promouvoir le développement de façon ciblée et cohérente. Ces objectifs et cibles font l'objet de l'annexe au présent rapport.

D. Conclusion et recommandations

Conclusion

15. Quoique la croissance économique en Afrique de l'Est ait été remarquable ces dernières années, plusieurs défis continuent de se poser, dont la pauvreté, les inégalités économiques, une forte population sans cesse croissante, l'insécurité alimentaire, le faible niveau de développement des infrastructures, les problèmes de santé, la dégradation et l'épuisement des ressources environnementales. Pour relever ces défis, les pays de la sous-région gagneraient à y accorder une attention toute particulière, s'ils souhaitent réaliser le développement durable. Étant donné ces défis, la réalisation de la croissance inclusive et de la transformation économique constitue la priorité des priorités en Afrique de l'Est. Il apparaît également crucial de veiller à disposer d'une population en bonne santé et productive, à assurer une utilisation efficace des ressources naturelles et de freiner la dégradation de l'environnement.

Recommandations

16. Il faudra mobiliser et allouer davantage de ressources pour la mise en œuvre des objectifs de développement durable. Les pays d'Afrique de l'Est doivent prendre l'engagement d'allouer une part accrue des ressources publiques au développement durable.
17. Les objectifs de développement durable devraient être intégrés effectivement dans les politiques, stratégies et programmes de développement nationaux et sous régionaux. Les institutions à tous les niveaux devraient être renforcées, de même que la collaboration et la coordination, de façon à harmoniser les travaux en cours et à promouvoir la mutualisation des pratiques optimales.
18. Les mécanismes devraient être renforcés afin de permettre une participation effective à la mise en œuvre des objectifs de développement durable. Des politiques et des mesures d'incitation devraient être prises pour permettre la participation active du secteur privé, des communautés locales et des acteurs nationaux et sous-régionaux.
19. Il conviendra d'améliorer l'éducation formelle et informelle et de renforcer la sensibilisation au développement durable. Les pays devraient créer des centres et des plates-formes de développement durable, notamment des instituts de formation, où différents acteurs pourront mutualiser les connaissances et les compétences.

Annexe

Objectif	Cibles
Objectif 1: Éradiquer l'extrême pauvreté	Cible 1: Éradiquer l'extrême pauvreté, c'est-à-dire réduire le nombre de personnes vivant avec moins de 1,25 dollar par jour ou en dessous du seuil national de pauvreté d'ici 2030
Objectif 2: Assurer la sécurité alimentaire et une nutrition adéquate	Cible 2: Réduire de 50 % les importations alimentaires d'ici 2030 Cible 3: Éradiquer la faim d'ici 2030 Cible 4: Réduire de 80 % le nombre de personnes ayant une alimentation déséquilibrée d'ici 2030
Objectif 3: Réduire le taux de chômage	Cible 5: Accroître de 5 % les investissements privés d'ici 2030 afin de stimuler les possibilités d'emploi Cible 6: Accroître de 10 % les emplois décents d'ici 2030 Cible 7: Accroître de 10 % la diversification vers des emplois plus techniques et axés sur les compétences d'ici 2030 Cible 8: Réduire de plus de moitié le taux de chômage chez les jeunes et les diplômés d'ici 2030 Cible 9: Améliorer de plus de 30 % l'accès à la protection sociale et aux prestations offertes d'ici 2030
Objectif 4: Accroître et améliorer l'infrastructure existante	Cible 10: Améliorer de 20 % l'infrastructure nationale et sous régionale (routes, chemins de fer, aéroports et énergie) d'ici 2030 Cible 11: Réduire de 20 % le nombre de personnes n'ayant pas accès à l'électricité d'ici 2030 Cible 12: Garantir à tous l'accès à des sources d'eau potable améliorées et des services d'assainissement d'ici 2030 Cible 13: Accroître les investissements consacrés à l'eau afin d'améliorer de 10 % l'accès à l'eau potable d'ici 2030
Objectif 5: Élargir l'accès aux centres de santé	Cible 14: Garantir un accès universel à des services de soins de qualité et réduire de moitié l'incidence des infections liées au paludisme et des maladies d'ici 2030 Cible 15: Réduire de moitié les infections liées au VIH/sida d'ici 2030 Cible 16: Accroître de 20 % l'accès aux antiviraux d'ici 2030 Cible 17: Réduire le taux de mortalité infantile de moitié d'ici 2030 Cible 18: Réduire de trois-quarts le taux de mortalité maternelle d'ici 2030 Cible 19: Garantir un accès universel à la santé reproductive et réduire la demande non satisfaite en matière de planification familiale à moins de 10% d'ici 2030
Objectif 6: Améliorer les établissements scolaires	Cible 20: Assurer l'éducation secondaire universelle d'ici 2030 à la fois aux garçons et aux filles et augmenter de 20 % les taux d'inscription Cible 21: Augmenter de 20 % le nombre d'établissements d'enseignement d'ici 2030 Cible 22: Augmenter de 10 % le nombre d'établissements d'enseignement technique et professionnel d'ici 2030
Objectif 7: Promouvoir l'utilisation efficace des ressources naturelles et freiner la dégradation de l'environnement	Cible 23: Veiller à intégrer les principes de développement durable dans les politiques, stratégies et plans de développement nationaux Cible 24: Réduire de moitié la déforestation et la dégradation de la forêt entre 2015 et 2030 Cible 25: Réduire de moitié la pollution de l'eau et assurer la gestion durable des terres d'ici 2030 Cible 26: Réduire de moitié la pollution atmosphérique d'ici 2030 Cible 27: Augmenter de 10 % l'accès aux énergies renouvelables d'ici 2030 Cible 28: D'ici 2030, les ressources naturelles sont gérées et exploitées de manière durable, légalement et par une approche écosystémique Cible 29: Réduire de 10 % les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 Cible 30: Améliorer la résilience au changement climatique d'ici 2030, par l'intégration de mesures d'adaptation et de mitigation dans les projets d'investissement, les politiques et les programmes de développement.

